La dimension et l'ambition politique de Célestin Freinet est encore méconnue, les éléments de la pédagogie Freinet qui ont essaimé dans l'Éducation nationale sont le plus souvent réduits à des techniques pédagogiques : le texte libre, la correspondance et le journal scolaire à de l'expression écrite, l'entretien ou le « Quoi de neuf ? » à de l'expression orale, le Conseil de coopération à de l'éducation civique, etc. La visée émancipatrice de compréhension du monde et de construction de citoyens auteurs de la société est peu visible.
En cette année de cinquantenaire de la disparition de Freinet, il est urgent de poursuivre et de mettre en lumière l'articulation entre le « aujourd'hui pédagogique » et les « lendemains politiques ».
Et plus on s'éloigne des racines de la pédagogie Freinet, plus sa cohérence peut être menacée ou oubliée. Les interrogations qu'a eues Freinet, ses tâtonnements, ses ambitions, nous éclairent toujours sur le sens politique de ce qu'il a mis en œuvre et qui le distingue des autres figures de l'Éducation nouvelle, comme actuellement Maria Montessori dont la pédagogie est récupérée et fait vendre moult livres, matériels pédagogiques et écoles privées !
De l'exploit individuel de Céline Alvarez aux ouvertures de petites structures privées éducatives, on est loin du social et du collectif, la boussole du mouvement Freinet ! En effet, la pédagogie Freinet, on ne la pense pas seul, on ne la déconnecte pas du monde et de l'environnement des élèves, des familles et des enseignants – des « éducateurs » comme Freinet les nommait. C'est une pédagogie ancrée au cœur de la société pour une « école moderne ».
« *Quelles transformations, est-il possible de faire subir au milieu : locaux, matériel et techniques, pour réaliser les rêves généreux des pédagogues ?*
Quelles sont les bases matérielles, les normes de travail qui assurent la libération des enfants et qui au lieu de tuer l'esprit exalteront les possibilités vitales, artistiques et sociales des jeunes ? »
Et aujourd'hui, l'Institut coopératif de l'école moderne, l'ICEM, porte toujours la construction d'un mouvement populaire de transformation de l'école et de la société.

Tout au long du 20e siècle, le mouvement Freinet a espéré selon les différentes dynamiques politiques

– Le Front populaire et notamment pour l'éducation, les instructions officielles de Jean Zay en 1938 ;
– Le projet global de réforme de l'enseignement et du système éducatif élaboré par la commission présidée par Paul Langevin et Henri Wallon ; il est enterré en 1947. Comme Freinet n'a pu influer sur cette commission – on lui fait comprendre qu'il n'est qu'un directeur d'école privée et le responsable commercial de la Coopérative de l'enseignement laïc –, il se concentre sur le mouvement et l'ICEM est créé en 1947. Le Front populaire est bien loin et avec lui une reconnaissance de la pédagogie Freinet.
En 1984, l'ICEM est agréé comme association complémentaire de l'enseignement public et aujourd'hui bien que toujours agréé, la pédagogie Freinet irradie peu les écoles…
Le projet du mouvement Freinet qui articule pratiques pédagogiques et engagement social est sans doute trop révolutionnaire. En effet, ne vise-t-il pas la construction d'une femme et d'un homme qui ne peuvent se satisfaire d'une société asservissante et qui prennent les manettes de leur destinée qu'elle soit sociale, économique, culturelle, environnementale… ?
En cette fin 2016, l'ICEM garde les mêmes visées, ses enseignants sont dans l'enseignement public, que ce soit dans les écoles de village, que ce soit dans les villes et ses quartiers populaires, que ce soit dans les écoles de l'éducation dite « prioritaire ». Ils prennent toujours en considération ce qu'est l'enfant, ce qu'il vit et ce qu'il fait hors de l'école, dans son quartier, dans son village et dans sa famille : ce fameux « regard global porté sur l'enfant ».
Le mouvement est bien vivant : des dizaines de milliers d'enfants pourraient en témoigner chaque jour. Mais ce nombre paraît bien petit face à celui de 6 788 000 élèves du 1er degré ou des 12 285 000 millions d'élèves des 1er et 2e degrés !
Et pendant ce temps, le ministère butine dans les pratiques pédagogiques de l'Éducation nouvelle

pour en extraire le pollen et produire son miel.
Néanmoins, le miel d'origine ministérielle ne tient pas ses promesses et reste figé dans les textes. Incolore et inodore, il est invisible pour les classes, les établissements, les circonscriptions, les académies… Parfois, on a même l'impression que les textes de 2008 sont toujours présents !
Ce miel est même perçu comme néfaste par les acteurs de terrain qui doivent gérer l'urgence avec les parcours tortueux et les conditions de vie difficiles de leurs élèves, avec la violence institutionnelle, les classes surchargées, les fermetures de classes et d'écoles…
Sans compter la misère de la formation qu'elle soit initiale ou continue qui ne permet pas de créer du lien entre des textes, des principes pédagogiques et la réalité d'une pratique au quotidien.
Un exemple de la fracture entre les textes et la vie pédagogique : la coopération, les pratiques coopératives sont partout (loi d'orientation, socle commun et programmes…) et pourtant lors de la formation initiale la coopération avec le travail en équipe, la mutualisation d'expériences, l'élaboration de projets communs, la possibilité de proposer (thèmes d'étude, stages) est délaissée au profit de la compétition, du travail individuel, de la transmission verticale…
Et inlassablement, l'ICEM, telle la mouche du coche propose, interpelle, critique quand le ministère propose une nouvelle loi, des nouveaux programmes…
Mais il ne manque pas d'utiliser les différents textes votés lorsque certaines de leurs préconisations lui permettent d'asseoir ses pratiques pédagogiques à l'école. En effet, le fait que des pratiques pédagogiques résonnent avec les textes institutionnels peuvent aider lors d'inspections, d'interventions dans les lieux de formations institutionnelles en tant que formateurs, universitaires, personnes ressources…

Pour résumer la période 2012-2016

Quelques textes législatifs que l'on peut utiliser, mais qui restent juxtaposés sans philosophie éducative et de direction politique forte pour les porter. Une impression désagréable : ne rien changer de ce qui plait à ceux qui ont une voix politique, économique, culturelle, donc ne pas toucher à la structure de notre système éducatif ; tant pis, si elle permet que les inégalités sociales se transforment en inégalités scolaires de plus en plus fortes !
Et ce qui aurait pu être un premier levier de changement : une réforme de l'évaluation qui en supprimant les notes, et avec elles la comparaison et la compétition, mettrait en avant la valorisation des progrès, du chemin parcouru et non plus la stigmatisation de l'erreur transformée en échec. Eh bien, cette réforme n'a pas eu lieu. Sans doute, la peur de l'opposition des familles qui bénéficient de cette forme d'évaluation pour rejoindre les bonnes filières, choisir les bonnes options… et ceci dès le collège, ce « petit lycée » qui stigmatise, trie, oriente et décroche… et semble immuable. D'ailleurs, ce n'est pas la mini-réforme de 2016 qui le transformera. Surtout ne pas toucher à ce qui fonctionne bien pour nos élites, pour les enfants des classes supérieures ou moyennes et des enseignants. Beaucoup de leurs voix proclament le « vivre ensemble » mais peu d'entre elles souhaitent le « scolariser ensemble ». Elles théorisent sur la mixité sociale, mais ne la souhaitent pas pour leurs « héritiers ».
Comme nous le rappelle Jean-Paul Delahaye : la lutte des classes se renforce à l'école !
Et en fin de ce quinquennat, l'avenir de l'Éducation telle que la pense le mouvement Freinet s'annonce bien compromis.
Une présidence de gauche n'ayant guère probable, il est difficile d'imaginer autre chose qu'un développement économique libéral, la baisse des services publics et des prestations sociales, un conservatisme étroit… le tout enveloppé d'idéologie réactionnaire et discriminatoire pour ne pas dire raciste.
Entre les programmes de la droite traditionnelle de plus en plus libérale qui se décomplexe et s'approprie les valeurs de l'extrême droite et ceux du Front national, les militants pédagogiques qui se réfèrent à l'Éducation nouvelle ne peuvent que s'inquiéter fortement.

Si c’est la droite traditionnelle ?

Déjà accusés d’être les assassins de l’école et les responsables de tous les maux, les « pédagogues prétentieux » comme les qualifie François Fillon, devront être réduits au silence et quitter les lieux de formation, voire même de certaines écoles, surtout si la possibilité de recruter et de se séparer d’enseignants indésirables par les chefs d’établissement et les directeurs d’école devient réalité ! Bref, un projet éducatif clairement assumé de régression sociale et emprunt d’ordre moral.
Mais ce sont surtout les enfants qui vont trinquer et en particulier ceux des familles populaires :
– Dès cinq ans consacrer trois quarts du temps de classe à l’apprentissage de la lecture avec le B.A-BA, à celui de l’écriture, du calcul, des « grands personnages » et des « grandes dates » de l’histoire, des apprentissages transmis verticalement par le maître qui ainsi retrouvera toute son autorité et bien sûr notés. Hors la loi la construction des savoirs, la découverte du monde, l’étude du milieu hors celui des manuels !
– Et puis c’est le retour du redoublement, le développement des devoirs à la maison, la mise en place d’ examens d’entrée en 6e et en seconde avec un brevet renouvelé, sans oublier l’apprentissage et l’orientation professionnelle le plus tôt possible dans des filières – laissons étudier tranquillement ceux qui le méritent ! –, et l’exclusion des élèves à comportement perturbateurs et sans oublier la suppression de nombreux postes d’enseignants.

Si c’est le Front national ?

Eh bien, ce ne sera guère différent, à part la dimension nationaliste liée aux origines étrangères des enfants et de leur famille : priorité de la langue française, l’histoire de France, géographie de France, religion…
Certains se sont indignés de l’élection de Trump aux USA, mais aucun pays n’est en reste en Europe, dont la France !

Et alors ?

Il reste le rêve, l’utopie, l’indignation comme les pédagogues du début du 20e siècle, mais la période ne s’y prête guère.
Il y a aussi la résistance, l’insoumission et la construction d’un mouvement populaire, un peu comme dans les années 1932-39 lors de la montée du fascisme en Europe et des ravages de la crise économique, notamment du chômage.
Mais est-ce possible ?
Vous pourriez me répondre : justement, notre période voit aussi le chômage exploser et les idées d’extrême droite se développer, et il faut même y ajouter le développement de l’intégrisme religieux. Le tout forme un fameux cocktail qui peut déclencher un grand mouvement populaire, non ?
Peut-être, soyons utopistes… avec cette certitude : le mouvement Freinet sera et agira avec tous ceux qui défendent une société et une éducation émancipatrice.